

● (1120)

[Traduction]

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, la ministre des Approvisionnements et Services a constaté ce que ce ministre et son gouvernement refusent d'admettre, à savoir que la moitié du pays se lamente, que la politique d'expansion économique régionale est un véritable fiasco et qu'elle a été sacrifiée sur l'autel du libre-échange.

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale, a qui l'on doit la mauvaise gestion financière du MEIR, qui n'a pas su défendre les intérêts régionaux, va-t-il démissionner pour permettre à la ministre des Approvisionnements et Services de défendre les régions au Cabinet contre le ministre de la Défense, le premier ministre et tous ceux qui croient que les régions pauvres à taux de chômage élevé représentent une réalité qu'il vaut mieux oublier et cacher?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous essayons d'atteindre comme objectif. Selon les consultations, tous les examens, les rapports, sont unanimes. On veut que le développement régional soit fait à partir des régions et c'est exactement ce que nous avons mis en place avec l'initiative de l'Atlantique où nous y allons d'un appui d'un milliard de dollars, alors que pendant 20 ans ce gouvernement n'a jamais rien fait.

[Traduction]

M. Tobin: Monsieur le Président, le ministre de l'Expansion industrielle régionale se retrouve Gros-Jean comme devant. Le bureau du premier ministre ne lui a laissé que son chauffeur et sa limousine pour cacher son embarras.

LES DÉPENSES DU MINISTÈRE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Je demande au ministre qui a chargé Price Waterhouse, les vérificateurs internes et le vérificateur général de retracer un trou budgétaire de 100 millions quand il va rendre service aux régions et à son ministère en démissionnant?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, l'ampleur du déficit auquel notre gouvernement a dû faire face lorsqu'il a pris le pouvoir en 1984 ne m'étonne pas. Les députés d'en face ne savent même pas ce qui se passe au MEIR, monsieur le Président. Ils l'ignorent totalement.

Des voix: Bravo!

M. Côté (Langelier): Nous devons faire face à des engagements datant de 1975. Nous devons faire face à des engagements de près de un milliard pris avant notre arrivée au pouvoir. Voilà la situation. Mes collègues devraient le savoir.

Questions orales

Deuxièmement, nous avons fait faire des rapports internes et externes dont nous aurons les résultats sous peu.

Des voix: Oh, oh!

M. Côté (Langelier): D'autre part, le vérificateur général va intervenir et nous saurons exactement ce qui s'est passé.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES DÉPENSES—L'INCIDENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre associé de la Défense nationale. Il est très regrettable que la ministre des Approvisionnements et Services et le ministre de la Défense nationale ne puissent pas s'entendre sur les intérêts nationaux du pays. C'est un gouvernement libéral qui a acheté, en pensant au développement régional, 2 761 camions militaires, 81 000 petites armes, 300 véhicules blindés légers et des nouvelles frégates pour la marine, qui a modernisé plusieurs autres navires...

Des voix: Oh, oh!

M. Hopkins: ... et qui a acheté 138 CF-18 et bien d'autres choses, et tout cela pour mettre en oeuvre le développement régional.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Quand le gouvernement va-t-il se décider et convaincre les ministres que, à n'en pas douter, la défense nationale et le développement régional marchent de pair, et que les deux servent l'intérêt supérieur du pays? Si ces deux ministres ne peuvent pas s'entendre, il faut que l'un ou l'autre démissionne, ou même les deux.

L'hon. Paul Dick (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur le Président, si le député avait suivi le programme d'achat du matériel militaire, il saurait que rien n'a changé depuis l'époque du gouvernement précédent, si ce n'est que nous achetons plus de matériel pour les forces armées qu'il ne l'a jamais fait.

M. Hopkins: Monsieur le Président, c'est grotesque. Le parti conservateur s'est servi de nos programmes.

LA RESPONSABILITÉ D'ÉTABLIR UNE POLITIQUE

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): J'ai une question à poser au vice-premier ministre. Quel spectacle honteux de voir les deux ministres de la Défense nationale traverser le pays en avion, parler des avantages que présente le Livre blanc sur la défense, sur le plan régional, tandis que la ministre des Approvisionnements et Services...

Des voix: Oh, oh!

M. Hopkins: ... qui est responsable...